CONSULTATIONS POLITIQUES

Ouyahia décline sa feuille de route

«Le pluralisme et la démocratie en Algérie devraient être hissés au même niveau que celui des pays développés.» Cette phrase, slogan générique et idyllique porté par le courant démocratique depuis des décades, n'est pas l'œuvre d'un leader de l'opposition mais celle d'Ahmed Ouyahia en personne.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - «Nous sommes convaincus qu'il est bien temps pour l'Algérie d'accomplir le processus d'édification d'une démocratie réelle, et qui a été interrompu par la tragédie nationale des années 1990», a estimé encore le secrétaire général du Rassemblement national démocratique (RND), à l'issue de sa rencontre avec la commission Bensalah, jeudi dernier à la présidence de la République. Il faut dire que le passage d'Ouyahia devant la commission Bensalah était le plus attendu de tous, et pour cause : Premier ministre en exercice, l'homme, déjà très influent dans les cercles du pouvoir, prend une dimension écrasante depuis le remaniement gouvernemental de fin mai 2010. Depuis lors, en effet, il s'est définitivement libéré de l'emprise des puissants hommes du président qui détenaient la réalité du pouvoir pendant une décennie. Le cercle présidentiel sera ainsi complètement laminé avec l'élimination de Chakib Khelil et la neutralisation de Temmar et de Zerhouni, relégués à des rôles symboliques au sein d'un gouvernement entièrement dominé par Ouyahia. Abdelaziz Bouteflika étant – c'est de notoriété publique – fortement diminué par sa maladie, c'est Ouyahia qui, dans les faits, exerce le pouvoir. Du moins, de très larges prérogatives, jadis apanage du seul Bouteflika qui les monopolisait du reste de manière excessive, lui ont été déléguées. Y compris en matière des affaires étrangères. D'où l'assurance et la tonalité de son discours, lors de sa dernière conférence de presse par exemple. Il est également utile de rappeler que c'était Ahmed Ouyahia qui avait été chargé de rédiger le rapport final ayant sanctionné les quatre réunions secrètes qu'avait présidées Bouteflika en mars dernier avec les cinq plus hauts responsables des institutions de l'Etat. Un rapport d'où sont inspirées toutes les réformes politiques annoncées par Bouteflika dans son discours du 15 avril dernier.

«Un régime semi-présidentiel et un gouvernement comptable de son programme»

C'est dire que, sous réserve de quelques détails de pure forme, le mémorandum remis par Ouyahia à Bensalah jeudi dernier n'est, en réalité, que «ce qui se passera». Dans le fond comme dans la forme. «A cette occasion, dira Ouyahia dans sa déclaration à la presse, le parti a exprimé son soutien à la démarche prônée par le chef de l'Etat, notamment pour entamer ce processus par les révisions de lois, de sorte que les prochaines élections législatives se déroulent sous leur effet.» Ceci alors que la majorité des partis et parties conviés jusque-là par la commission Bensalah, le MSP de Aboudjerra Soltani compris, proposent d'inverser le calendrier de ces réformes. Pour entamer la révision constitutionnelle, d'abord, et enchaîner par la révision des lois, ensuite. «Il importe de soumettre à la prochaine assemblée nationale le projet de révision constitutionnelle pour le mettre à l'abri des surenchères de la campagne électorale des législatives.» Ahmed Ouyahia ajoutera une précision de taille, au sujet de la révision constitutionnelle. «Le parti est d'avis, soutient le patron du RND, que la révision constitutionnelle devra être soumise à un référendum populaire une fois son texte voté par le Parlement.» S'agissant du contenu de la prochaine révision constitutionnelle, le RND d'Ahmed Ouyahia plaide, sans surprise, pour «le maintien milité du régime semi-présidentiel». Un choix motivé

par le souci d'«éviter au pays des blocages institutionnels», risque encouru dans un système parlementaire réclamé par de nombreux invités de Bensalah, dont le MSP. Sans surprise également, Ouyahia plaide pour la limitation des mandats présidentiels à deux. Et toujours au chapitre traitant du pouvoir exécutif, Ouyahia propose que le Premier ministre soit issu du parti majoritaire «ou qui dispose du plus grand nombre de sièges» au Parlement. Mais, surtout, à ce que le gouvernement «soit comptable de son programme» devant le Parlement. Autrement dit, un vrai gouvernement doté d'un programme propre et non pas un simple cabinet chargé d'appliquer le programme du président comme c'est le cas en Algérie depuis 2008. Le rôle du Parlement est appelé lui aussi à être réhabilité. A l'image du système politique français de la VIe République, Ouyahia propose «l'institution d'une séance hebdomadaire au niveau de l'Assemblée dédiée au contrôle du gouvernement à laquelle le Premier ministre est tenu de prendre part». De même qu'une «session parlementaire unique de 10 mois» et «un Conseil de la nation ayant le droit d'amender des projets de lois». L'actuel chef de l'exécutif plaide également pour «la promotion du rôle de l'opposition au sein du Parlement. En réservant une séance mensuelle consacrée à l'examen d'un ordre du jour proposé par les groupe parlementaires de l'opposition et en instituant le droit pour un cinquième des députés, de saisir le Conseil constitutionnel sur un projet de loi voté par la majorité».

«Ouverture de l'audiovisuel à l'investissement privé et à l'opposition»

Après avoir récemment démenti l'existence de tout projet visant la réhabilitation de l'ex FIS, en tant que Premier ministre, Ouyahia revient à la charge en sa qualité de patron du RND. Ainsi, dans le chapitre réservé aux propositions du parti concernant la prochaine révision de la loi sur les partis, l'on citera celle «d'insérer une disposition provenant de la charte pour la réconciliation nationale et interdisant la création d'un parti politique par des personnes ayant participé à des actions terroristes ou qui refusent de reconnaître leur responsabilité dans la conception et la mise en œuvre d'un pseudo djihad contre la nation et les institutions de la République». Ceci étant, ce qui suit, dans la sortie d'Ouyahia de ce jeudi, marque davantage la démarcation d'avec Abdelaziz Bouteflika. Pour Ouyahia, il y a lieu «de préciser qu'en l'absence d'un rejet formel par le ministère de l'Intérieur, tout dossier d'agrément (de partis politiques ndlr), sera considéré légalement reconnu 60 jours après son dépôt, l'agrément étant ainsi formellement délivré par le juge administratif». Bouteflika, pour rappel, bloque une quarantaine de demandes dans ce sens, et sans raison valable pour la plupart des cas ! La démarcation est aussi notable s'agissant de la loi électorale. Entre autres propositions avancées par Ouyahia, on peut citer celle «d'établir le droit des partis appelant à un vote négatif lors d'un référendum, à bénéficier des salles pour leurs meetings et du temps d'antenne sur les médias audiovisuels». Ou encore «de rendre obligatoire le recours aux observateurs internationaux lors des élections présidentielles et législatives». Quant au domaine de l'information, de la presse et des médias en général, Ouyahia propose carrément le contraire de tout ce qu'a fait Bouteflika depuis 1999 ! Le Premier ministre propose ainsi, s'agissant de l'audiovisuel, «de garantir un droit d'accès des partis de l'opposition aux programmes des chaînes de télévision et de radio nationales et locales. L'opposition doit s'exprimer en permanence à travers l'audiovisuel public et donner son point de vue sur toute l'actualité nationale». Cela, avant de bousculer le plus grand tabou sous Bouteflika. Et quel tabou : «Ouvrir au capital privé national la création de nouvelles chaînes de télévision et de radio, en encadrant cela transitoirement avec une participation majoritaire du capital public, et de manière permanente par un cahier des charges protégeant les composantes de notre personnalité nationale, la morale et l'ordre public.» Ouyahia se prononce également pour la réhabilitation des instances de régulation avec «la remise sur pied du Conseil supérieur de l'information qui aura la responsabilité de toutes les questions concernant la presse, y compris la délivrance de la carte professionnelle et la garantie du respect de l'éthique (et) la mise sur pied d'un Conseil supérieur de l'audiovisuel qui aura la responsabilité de réguler l'égalité d'accès de tous les partis agréés à la télévision et à la radio». Ouyahia plaide, enfin, pour une dépénalisation définitive des délits de presse. Avec de telles instances de régulation, c'est tout simplement le ministère de la Communication qui disparaîtra. Et, surtout, le pouvoir n'aura plus le contrôle du secteur..

K. A.

SAID SADI DÉCORTIQUE LA SITUATION

«L'effondrement du système est une fatalité politique»

Le président du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), Saïd Sadi, garde l'intime conviction que le changement du système en Algérie est inéluctable. «L'effondrement du système interviendra. C'est à la fois une évidence historique et une fatalité politique», a-t-il asséné hier, dans son discours liminaire aux travaux du conseil national du parti réuni en session ordinaire à Alger.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - Le changement, plus tôt il interviendra, mieux c'est, devait souligner le président du RCD qui, lucide, a averti des risques d'éclatement que la nation court si du temps est encore perdu. «Si on perd encore un peu plus de temps, la nation algérienne va éclater», craint-il. «Bouteflika et Tewfik sont absorbés par la sauvegarde du régime qu'ils en oublient la sauvegarde de l'espace national», a-t-il affirmé, évoquant une dynamique de sécession chez les Touareg dans le Sud et un sentiment de larguer les amarres, devenu important en Kabylie. Pour Saïd Sadi, le pouvoir est totalement déconstruit et le système est dans l'incapacité de générer une offre politique sur laquelle il aurait été peut-être possible de se positionner. Le président du RCD, qui cite ce que le pouvoir commet en termes d'actes pratiques, tels que le statut de l'avocat, le code communal, etc., devait aussi relever qu'il n'est manifestement aucunement dans l'intention du régime de s'amender. D'ailleurs, Saïd Sadi ne croit pas à un amendement du système de l'intérieur. «Il est illusoire, voire même dangereux de croire qu'il y a une solution qui viendrait de l'intérieur du système. Ils (les tenants du pouvoir, ndlr) sont usés, divisés mais surtout ils ont peur.» A juste titre, le président du RCD a fait remarquer que tous les partis politiques, à l'exception de ceux qui avaient pris les armes, ont tenté, le RCD y compris, d'élargir les espaces à l'intérieur des institutions. Mais tous ont tiré la conclusion que les choses ne peuvent s'amender de l'intérieur. Mais pourquoi le changement considéré comme une «fatalité politique» épouse-t-il, ici, un processus long ? Saïd Sadi, qui affirme que le pays traverse toujours une situation pré-insurrectionnelle, trouve à cela deux raisons : la nature de l'armée et la clientélisation de larges segments de la société. «L'Algérie devrait être comparée non pas à la Tunisie et l'Egypte mais à la Libye et à la Syrie. L'armée est inculte et violente.» Cela étant, le président du RCD met à nu la contradiction chez le pouvoir en posant la question lancinante de savoir pourquoi il (le pouvoir) engage des réformes politiques alors qu'il estime, comme il l'a fait jusque-là, que les mécontentements exprimés dans la rue posent des problèmes sociaux. Saïd Sadi a fait savoir que 30 milliards de dollars ont été dépensés depuis janvier 2010 pour éteindre les foyers de tension, ceci alors qu'à l'époque de Zeroual, le pays en entier fonctionnait avec 9 milliards de dollars par an. «Le retour de manivelle sera dévastateur», prédit-il.

Evoquant, par ailleurs, l'attitude du monde occidental vis-à-vis des luttes des peuples des pays du Sud, Saïd Sadi a noté que «c'est pour la première fois que les grandes puissances ont compris qu'il ne s'agit plus de composer avec les pouvoirs mais d'enregistrer les aspirations des peuples». Cela Saïd Sadi le comprend comme «une révision fondamentale de leurs stratégies», et que le choix des USA et de l'UE d'accompagner les peuples en lutte se veut «d'éviter que les chutes des régimes despotiques ne soient remplacées par des dictatures théocratiques».

S. A. I.

Photos : Samir Sid

Le RCD a décidé de maintenir la suspension de ses activités parlementaires durant tout le reste du mandat. Il a décidé également de sortir du combat politique académique et d'opter pour une mise à niveau des formes de luttes. L'investissement politique, préconise-t-il, s'accomplira en faveur de la jeunesse et à travers l'encouragement de l'automobilisation. Le RCD s'est dit convaincu que le changement viendra de et par la jeunesse et non des élites, dont la majorité de celles qui sont restées au pays est partie prenante du système.

S. A. I.